PROCES-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE ORDINAIRE DU VENDREDI 05 NOVEMBRE 2010

Par suite d'une convocation en date du **27 octobre 2010**, les membres composant le conseil municipal de la Commune des AVIRONS se sont réunis à la Mairie le **vendredi cinq novembre deux mille dix, à dix huit heures**, sous la présidence de **Monsieur Michel DENNEMONT, Maire** de la Commune.

La convocation comportant l'ordre du jour a été affichée le **27 octobre 2010**.

Il a été procédé à l'appel nominal des conseillers.

Présents : M. MONDON René - M. DENNEMONT Jean Daniel - Mme ZETTOR Jacqueline - M. LESQUELIN Jean Hugues – Mme LUCAS Roseline - M. ESCHYLE Gilles – Mme MEZINO Sylvaine - M. BENARD Alex – Mme HEBERT Monique - Mme MARCHAND Gladys – Mme LAMOLY Viviane - Mme RIVIERE Suzette - Mme JULLIEN Marie Josée - Mlle ROMAINSTAL Géraldine - Mme CADAS Isabelle – M. FRINGUE Mikaël - RIVIERE Raphaël - Mme BARET Liliane – Mme CADERBY Colette – M. FERRERE Eric – Mme BETON Fernande.

Absents : Mme BAILLIF Line Rose * – M. RIVIERE Lucien - M. SERMANDE Jean-Pierre – M. GRONDIN Jacki *.

Procuration : **M. BADER Ricardot** a donné mandat à M. MONDON René – **M. CLOTAGATIDE Vincent** a donné mandat à M. DENNEMONT Jean Daniel - **M. REMY Michel** a donné mandat à M. FERRERE Eric.

- **Mme BAILLIF Line Rose est arrivée au moment de la présentation de l'affaire N° 5.**
- **M. GRONDIN Jacki est arrivé au moment de la mise en discussion de l'affaire N° 2.**

Le Maire a constaté le quorum.

Il a ensuite procédé, conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à la désignation d'un secrétaire de séance pris au sein du conseil.

Le conseil municipal, à l'unanimité, a désigné **Madame BARET Liliane** pour remplir les fonctions de secrétaire.

Les affaires suivantes étaient portées à l'ordre du jour :

- Affaire n° 1 :** Compte-rendu des décisions
- Adoption du procès-verbal de la séance du 17 septembre 2010
- Affaire n° 2 :** Plan Local d'Urbanisme
- Approbation
- Affaire n° 3 :** Institution du droit de préemption urbain sur la commune
- Affaire n° 4 :** Institution de l'obligation de déclaration préalable à l'édification de clôtures
- Affaire n° 5 :** Approbation du cahier des charges de cession de terrains de l' «ex-ferme »
- Affaire n° 6 :** Zone de l'ex-ferme
- Approbation du dossier loi sur l'eau
- Autorisation de soumission au Préfet
- Affaire n° 7 :** Indemnité de conseil au Trésorier
- Affaire n° 8 :** Personnel Communal
- Modification du tableau des effectifs
- Affaire n° 9 :** Salle Georges Brassens
- Mise aux normes
- Approbation du plan de financement
- Affaire n° 10 :** Terrain de tennis
- Mise en œuvre de gradins
- Approbation du plan de financement
- Affaire n° 11 :** Stade du Centre Ville
- Mise en œuvre d'un abri
- Approbation du plan de financement
- Affaire n° 12 :** Contrat Enfance Jeunesse
- Principe de la mise en œuvre
- Autorisation de signature
- Affaire n° 13 :** Organisation des accueils de loisirs sans hébergement
- création d'emplois
- Affaire n° 14 :** CAUE-ADIL
- Renouvellement des conventions pour l'année 2011
- Affaire n° 15 :** Information du Conseil municipal dans le cadre de sa délégation de pouvoirs au Maire
- Affaire n° 16 :** Expropriation du terrain AM 419
Contentieux sur l'arrêté de cessibilité
- Autorisation d'ester devant le Conseil d'Etat

AFFAIRE N° 1 / Compte-rendu des décisions

- Adoption du procès-verbal de la séance du 18 juin 2010

Le Maire a rappelé l'article **L.2121-23 du CGCT** qui stipule que les délibérations du conseil municipal sont signées par tous les membres présents à la séance.

Le règlement intérieur du conseil prévoit dans ce cadre que chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Le procès-verbal de la séance du **17 septembre 2010** a été transmis aux élus. Il a été également tenu à disposition des élus en séance.

M. Jean Daniel DENNEMONT et Mme Isabelle CADAS ont fait part des rectifications listées ci-dessous :

Le Procès Verbal du 17 septembre 2009 a été amendé en conséquence, soit :

« Au moment du vote pour les subventions octroyées à :

- SUIVANOU et Avirons Jeunes : sortie de M. Jean-Daniel DENNEMONT à acter en lieu et place de l'annotation portée pour Avirons Athlétisme et pour Amicale Fitness Avirons ;
- FCA : sortie de Mme Isabelle CADAS à acter en lieu et place de l'annotation pour Amicale Fitness Avirons ».

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après avoir pris en compte les modifications susvisées a adopté, à l'unanimité, le contenu du procès-verbal de la séance du 17 septembre 2010.

& &
&

AFFAIRE N° 2 / PLAN LOCAL D'URBANISME

- Approbation

Le Maire a rappelé au conseil municipal les conditions dans lesquelles l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Avirons a été prescrite.

Le Plan d'Occupation des Sols (POS) est opposable depuis le 15 décembre 1998. Les possibilités de développement offertes par ce document ont permis à la commune d'accueillir 3 000 habitants supplémentaires en 12 ans et plus de 1 500 logements. Ce développement s'est accompagné de la réalisation de nombreux équipements de superstructure (écoles, maison de quartier...) et d'infrastructure (réseau d'assainissement, eau potable...).

Dès 2006, vu la croissance démographique et urbaine alors constatée, la commune a souhaité engager les études d'urbanisme nécessaires à l'élaboration d'un plan local d'urbanisme dans un double objectif :

- Répondre aux nouveaux besoins émergeant sur le territoire ;
- Se doter d'un document conforme aux nouvelles lois « solidarité et renouvellement urbains » (SRU) du 13 décembre 2000 et « Urbanisme et Habitat » (UH) du 02 juillet 2003.

Dans le cadre de l'application de la loi SRU, le contenu et les modalités d'élaboration des documents d'urbanisme ont sensiblement évolué. Désormais intitulé Plan Local d'Urbanisme (PLU), ce nouveau document requiert une approche globale de l'aménagement du territoire intégrant notamment la notion de développement durable.

Ainsi, la municipalité souhaitant mettre en œuvre une politique adaptée aux objectifs de développement et d'aménagement, a prescrit l'élaboration du PLU par délibération du conseil municipal en date du 16 juin 2006.

Les principales orientations poursuivies par la commune sont les suivantes :

- Préserver les sites naturels ;
- Préserver les espaces agricoles les plus significatifs ;
- Prévoir un aménagement urbain équilibré qui réponde aux besoins de toutes les catégories de population en matière de logements et d'activité économique ;
- Poursuivre l'équipement du territoire ;
- Maintenir un cadre de vie de qualité.

Conformément à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme et en application de la délibération du conseil municipal en date du 16 juin 2006, la commune a mené la concertation préalable à l'élaboration du PLU.

Conformément aux dispositions de l'article L.123-9 du code de l'urbanisme, un débat au sein du conseil municipal a eu lieu au cours de la séance du 18 septembre 2009. Ce débat a permis de conforter les choix établis quant au développement communal.

Les différentes personnes publiques associées ou consultées ont pu s'exprimer sur les études ayant conduit à la réalisation de ce projet de PLU, notamment lors des réunions organisées les 19 octobre et 14 décembre 2009 en mairie.

Une enquête publique a été prescrite par arrêté municipal en date du 12 mars 2010. Le commissaire enquêteur, au terme de cette enquête qui s'est déroulée du 26 avril au 26 mai 2010, a émis un avis favorable au projet de PLU assorti de quatre conditions suspensives nécessitant un travail de concertation entre la commune et l'Etat sur :

- la compatibilité du PLU avec le SAR de 1995 nécessitant de clarifier les notions d'extension et de densification ;
- les opérations de résorption d'habitat insalubre (RHI) envisagées par la commune et notamment leur superficie et les contraintes financières ;
- les moyens de financement des opérations prévues dans le PLU ;
- les mesures à prendre pour maîtriser l'urbanisation le long de la route du Tévelave.

A cet effet, une réunion de concertation avec les services de l'Etat s'est tenue en mairie le 29 juillet 2010 en présence notamment du Maire des Avirons et du Sous Préfet de Saint-Pierre. Les discussions ont permis de faire évoluer le document afin de répondre aux attentes des services de l'Etat en matière de compatibilité avec le SAR notamment, sans changer l'économie générale du document. Les conditions suspensives des conclusions de l'enquête publique ont ainsi été levées. Le compte-rendu de cette réunion est annexé au présent rapport.

Une seconde réunion de concertation s'est tenue le 01 octobre 2010 avec les différents services de l'Etat puis une troisième en sous-préfecture de Saint-Pierre le 13 octobre 2010 en présence de Monsieur le Sous Préfet. Cette dernière réunion a notamment permis de conclure définitivement sur la parfaite compatibilité du PLU des Avirons avec le SAR de 1995.

La commission des sites et des paysages a examiné le dossier de PLU concernant le classement de certaines portions du territoire en espaces boisés classés. L'examen du dossier a eu lieu le 15 juin 2010 au terme duquel un avis favorable a été émis.

Au moment du débat, **M. Eric FERRERE** a rappelé que l'avis de la Région avait été également défavorable. Par ailleurs, il ne comprenait pas pourquoi le Maire se précipitait autant, compte tenu de la nécessité ultérieure de se conformer au SAR en cours d'élaboration.

Le Maire a rétorqué que dans les avis, certains étaient en effet défavorables alors que d'autres étaient favorables tels que ceux du Conseil Général ou de la Chambre d'Agriculture.

Pour ce qui est de l'adoption du PLU avant l'approbation du nouveau SAR : le Maire a rappelé que le futur SAR ne prévoit d'octroyer à la Commune que 12 hectares d'ici 2020. Pour faire face aux besoins liés à la démographie, la Commune doit pouvoir disposer du foncier nécessaire à l'accueil de sa population. La présente révision du PLU permettra de récupérer le solde du quota d'extension attribué dans le cadre du SAR de 1995 et non consommé lors de l'adoption du POS en 1998.

Ce solde cumulé au quota du futur SAR permettra d'apporter une réponse à la pression foncière.

Le Maire a également précisé qu'en 1995, lors de la mise en révision du PLU, la consommation de la totalité des hectares octroyés par le SAR n'était pas envisageable, compte tenu de l'insuffisance des ressources en eau potable. Ce problème est aujourd'hui résolu.

M. Jacki GRONDIN a pour sa part, précisé que la nécessité de déclasser était certaine mais que toutefois, sur la démarche, il regrettait la perte de temps. A son sens, les modalités de conduite du projet ont été légèrement menées, ce qui a obligé à une révision des étapes. Le projet aurait pu ainsi sortir il y a plus de 4 ans, d'où une perte de temps.

Le Maire a répondu à M. GRONDIN qu'il était loin d'avoir une connaissance des délais nécessaires à l'aboutissement d'une procédure de PLU.

Par ailleurs, le Maire a précisé que les opposants étaient contradictoires : entre l'un qui trouve que la Commune se précipite et l'autre qui la trouve lente, la majorité a trouvé, à son avis, le juste milieu.

M. FERRERE a posé la question de l'utilisation des 10 hectares de zone à vocation économique. La Commune en a-t-elle fait usage en termes d'emplois, de crèches, d'équipements à vocation économique ? Par ailleurs, il a interrogé le Maire sur la conformité du projet aux obligations de densification.

Le Maire a rétorqué que le mode de vie des Avironnais n'est pas celui de la densification à outrance. La Commune est résidentielle. L'occupation limitée des surfaces disponibles répond à ce mode de vie et est compatible au SAR de 1995. Sur la question économique, cette notion ne doit pas s'entendre dans le sens industriel ou artisanal. Il peut aussi s'agir de commerces. Le développement correspondant est prévu sur la zone de l'ex-ferme.

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses article L.123-10 et R.123-19,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 16 juin 2006 prescrivant la mise en révision du POS pour l'élaboration du PLU des Avirons et définissant les modalités de la concertation préalable,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 janvier 2010 ayant arrêté le projet de PLU et tiré le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du Maire N° 37-2010 en date du 12 mars 2010 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil municipal,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

Vu le bilan de la concertation menée avec les services de l'Etat après l'enquête publique et les modifications qui ont été portées au document (retranscrites dans le compte-rendu de concertation annexé à la présente), sans remettre en cause l'économie générale du PADD,

Vu le procès verbal de la commission des sites, de la nature et des paysages qui s'est tenue le 15 juin 2010,

Considérant que le PLU tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à la majorité absolue (**5 abstentions : M. FERRERE Eric, Mme CADERBY Colette, M. GRONDIN Jacky, Mme BETON Fernande et M. REMY Michel par procuration**) a approuvé le Plan Local d'Urbanisme des Avirons tel qu'il est annexé à la présente délibération.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération deviendra exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications ;
- après l'accomplissement des dernières mesures de publicité visées ci-dessus.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales conformément à l'article R.123-25 du code de l'urbanisme.

Le PLU approuvé est tenu à la disposition du public.

& &
&

AFFAIRE N° 3 / - Institution du droit de préemption urbain sur la commune

L'article L.211-1 du code de l'urbanisme prévoit que les communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé, peuvent instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones à urbaniser délimitées par ce plan.

Considérant que le droit de préemption urbain constitue un outil indispensable en matière d'intervention foncière,

Il a été proposé au Conseil municipal :

- D'instituer le droit de préemption urbain sur toutes les zones urbaines (U) et les zones à urbaniser (AU), telles qu'elles figurent au document graphique du PLU.
- De donner délégation au Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain, conformément à l'article L.2122-22 du Code Général de Collectivités Territoriales.
- De préciser que le nouveau droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une mention en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département.

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité a décidé :

- d'instituer le droit de préemption urbain sur toutes les zones urbaines (U) et les zones à urbaniser (AU), telles qu'elles figurent au document graphique du PLU.
- de donner délégation au Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain, conformément à l'article L.2122-22 du Code Général de Collectivités Territoriales.

- de préciser que le nouveau droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une mention en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Le périmètre d'application du droit de préemption urbain est annexé à la présente délibération et au dossier de PLU conformément à l'article R.123-13.4 du C.U.

La présente délibération sera transmise :

- à M. le Préfet,
- à M. le Directeur Départemental des services fiscaux,
- à M. le Président du conseil supérieur du notariat,
- à la chambre départementale des notaires,
- au barreau constitué près du tribunal de grande instance,
- au greffe du même tribunal.

& &
&

AFFAIRE N° 4 / - Institution de l'obligation de déclaration préalable à l'édification de clôtures

Le Maire a rappelé au conseil municipal que la réforme des autorisations d'urbanisme entrée en vigueur à compter du 1^{er} octobre 2007 ne soumet plus obligatoirement l'édification de clôture à déclaration préalable.

Cependant, dans un souci de qualité des paysages, de préservation des emprises publiques et des conditions de déplacement, la commune souhaite soumettre à déclaration préalable toute édification de clôture sur voie ou emprise publique ou privée ouverte à la circulation générale comme le prévoit l'article R.421-12 d du code de l'urbanisme. Ces clôtures devront par ailleurs respecter le règlement du PLU en vigueur.

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- a décidé de soumettre les clôtures sur voie ou emprise publique ou privée ouverte à la circulation générale à déclaration préalable sur tout le territoire communal ;
- a précisé que toute édification de clôture devra respecter le règlement du PLU en vigueur.

La présente délibération sera affichée en Mairie et publiée au recueil des actes administratifs mentionnés à l'article R 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

& &
&

AFFAIRE N° 5 / - Approbation du cahier des charges de cession de terrains de « l'ex-ferme »

Dans le cadre du programme d'aménagement sur le secteur aval de l'Ex-Ferme, un cahier des charges de cession de terrains a été établi en vue de définir les modalités et les conditions de cession par la Commune de terrains compris dans le périmètre de l'opération. Il fixe ainsi les droits et obligations des différentes parties.

En outre, ce document sera annexé à tous les actes translatifs de propriété, tous les actes constitutifs de droits réels, tous les actes de location ou translatifs de jouissance consentis par le ou les ayant droits. Ses dispositions seront opposables à tous les propriétaires et titulaires successifs.

Le maire a rappelé que le projet prévoit la réalisation de deux ensembles d'habitat collectif de 12 et 27 logements, d'un espace de bureaux et d'un espace commercial sur des lots dont les surfaces sont respectivement de 1 930 m², 2 244 m², 694 m², 5 107 m² pour un terrain d'assiette d'une superficie totale de 12 690 m².

Le service des domaines dans un avis rendu le 29 avril 2010 a fixé la valeur vénale à 130 euros/m² le terrain aménagé. Les terrains seront vendus à ce prix.

Le cahier des charges correspondant a été annexé à la délibération.

M. Jacki GRONDIN a demandé si l'affectation de la zone était réglementée ?

Le Maire a répondu que le projet d'aménagement était clairement identifié avec une zone commerciale, une zone d'espaces tertiaires et des logements.

M. Eric FERRERE a fait savoir que ce projet était conforme aux convictions de son groupe.

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité a décidé :

- de valider le cahier des charges de cession de terrains de l'opération « Ex-Ferme », ce cahier sera complété et personnalisé à l'occasion de chaque vente (n° de lot, superficie, SHON autorisé...),
- d'autoriser la vente des différents lots au prix de 130 €/m²,
- d'autoriser le Maire ou en son absence le 1^{er} adjoint, à signer tout document afférent à cette délibération et notamment la réalisation des documents de bornage et d'arpentage nécessaires,
- d'autoriser le Maire ou en son absence le 1^{er} adjoint, à signer les promesses de ventes et actes de ventes correspondants.

& &
&

AFFAIRE N° 6 / Zone de l'ex-ferme
- Approbation du dossier loi sur l'eau
- Autorisation de soumission au Préfet

Le Maire a rappelé au conseil que la zone avale de l'ex-ferme doit faire l'objet d'un programme d'aménagement, à vocation économique et services.

La surface totale du projet de lotissement de l'opération étant supérieure à 1ha, il y a lieu de soumettre le projet à une déclaration au titre de la loi sur l'eau.

Il s'agit notamment d'établir un dossier de déclaration quant aux incidences du rejet des eaux pluviales.

Il a été rappelé que le projet prévoit un raccordement sur le réseau existant au droit de la RD11.

Toutefois, les futures constructions vont représenter une imperméabilisation d'environ 48 % des parcelles concernées. D'où la nécessité de prévoir également des bassins de rétention.

Ainsi, aux fins de limiter l'impact négatif sur le réseau, le dossier loi sur l'eau impose, sur chaque parcelle, la réalisation de bassins de rétention. Ces bassins permettront d'assurer globalement la rétention de 480 m³ environ. Ils peuvent être réalisés à ciel ouvert puis être végétalisés ou sous forme de drains.

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- a approuvé le dossier loi sur l'eau du lotissement « l'Ex Ferme »,
- a donné pouvoir au Maire pour signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette délibération et notamment la saisine de l'autorité préfectorale.

& &
&

AFFAIRE N° 7 / - Indemnité de conseil au Trésorier

Suite au changement de trésorier chargé de la gestion des comptes communaux à la trésorerie de Saint-Louis, le Conseil a été invité à reconduire sa décision d'octroi de l'indemnité de conseil au Trésorier actuel, et ce, selon les modalités prévues à l'article 97 de la loi du 2 mars 1982, du décret du 19 novembre 1982 et de l'arrêté du 16 décembre 1983.

Pour mémoire, l'indemnité est calculée chaque année en fonction de la moyenne annuelle des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement (hors opération d'ordre) afférentes aux trois dernières années.

Il a été rappelé que le tarif s'applique dégressivement par tranche à raison de 3 pour 1 000 sur les 7 622,45 premiers euros, jusqu'à 0,10 pour 1 000 sur toutes les sommes excédant 609 796,06 euros.

A titre indicatif, pour l'année **2010**, le montant de l'indemnité est de **1 900,44 €**.

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- a demandé le concours du Trésorier municipal pour assurer des prestations de conseil et accorde l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an,
- a précisé que cette indemnité est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et est attribuée à M. Patrick BOCQUILLON.

& &
&

AFFAIRE N° 8 / Personnel Communal
- Modification du tableau des effectifs

Le Conseil municipal a été invité à se prononcer sur la modification ci-dessous du tableau des effectifs :

Filière administrative

Création :
Rédacteur **01**

Suppression :
Adjoint administratif de 2^{ème} classe **01**

Filière technique

Création :
Agent de maîtrise **03**

Suppression
Adjoint technique principal de 2^{ème} classe **02**
Adjoint technique de 1^{ère} classe **01**

Les suppressions de postes ne seront effectives qu'au fur et à mesure des nominations.

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, a approuvé les modifications du tableau des effectifs telles que présentées.

Les crédits nécessaires sont inscrits au **chapitre 012** du budget de la Ville.

& &
&

AFFAIRE N° 9 / Salle Georges Brassens
- Travaux de mise aux normes
- Approbation du plan de financement

Dans le cadre du plan de relance régional 2010-2014, la Commune a sollicité un financement pour les travaux de mise aux normes de la salle Georges Brassens.

Ces travaux sont en cours d'exécution et portent essentiellement sur une conformité incendie (système de désenfumage, portes coupe-feu...).

Le coût des travaux et honoraires s'établit à **144 747,68 € TTC**.

Le plan de financement se présente comme suit :

• Région Réunion	80 %	106 726,40
• Commune	20 %	26 681,60

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- a approuvé le plan de financement de l'opération « **Mise aux normes de la salle Georges Brassens** » tel que proposé,
- a autorisé le Maire, ou en son absence le 1^{er} adjoint, à signer tout document nécessaire à la concrétisation de ce dossier.

& &
&

AFFAIRE N° 10 / Terrain de Tennis
- Mise en œuvre de gradins
- Approbation de plan de financement

Dans le cadre du plan de relance régional 2010-2014, la Commune a sollicité un financement pour la réalisation sur le terrain de tennis de deux gradins et de quatre places de parking supplémentaires.

Le coût des travaux s'établit à **16 275,00 €**. Le plan de financement se présente comme suit :

• Région Réunion	80 %	12 000,00 €
• Commune	20 %	3 000,00 €
T.V.A communale		1 275,00 €

Un dossier a été constitué en ce sens et présenté à la Région.

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, a approuvé :

- le principe des travaux et de la dépense
- le plan de financement de l'opération « **Mise en œuvre de gradins sur le terrain de tennis** » tel que proposé.

& &
&

AFFAIRE N° 11 / Stade du Centre Ville

- **Construction d'un Abri**
- **Approbation de plan de financement**

Dans le cadre du plan de relance régional 2010-2014, la Commune a sollicité un financement pour la réalisation d'un abri pour les élèves sur le stade de Centre Ville.

La construction est envisagée à proximité des vestiaires existants. Elle permettra d'assurer aux utilisateurs le bénéfice d'une protection du soleil dans l'attente du déroulement des activités.

Le coût des travaux s'établit à **14 078,58 euros TTC**.

Le plan de financement se présente comme suit :

• Région Réunion	80 %	10 380,52 €
• Commune	20 %	2 595,13 €
T.V.A commune		1 102,93 €

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, a approuvé :

- le principe des travaux et de la dépense
- le plan de financement de l'opération « **Construction d'un abri sur le stade du Centre Ville** » tel que proposé.

& &
&

AFFAIRE N° 12 / Contrat Enfance Jeunesse

- **Principe de la mise en œuvre**
- **Autorisation de signature**

La Commune des Avirons et la Caisse d'Allocations Familiales de la Réunion ont mis en œuvre, depuis 2005, une politique d'action globale et concertée pour l'enfance et la jeunesse à travers les Contrats Enfance et Contrats Temps Libres.

Aux fins de calquer le soutien institutionnel au développement de l'offre d'accueil tout en maîtrisant l'évolution des dépenses, la CNAF s'est prononcée, en 2006, en faveur d'un nouveau dispositif contractuel : le contrat Enfance Jeunesse (CEJ).

Le Contrat Enfance Jeunesse marque une nouvelle étape. Plus de lisibilité et de sécurité sont apportées aux démarches contractuelles.

L'objectif est de favoriser le développement et améliorer l'offre d'accueil par :

- Une localisation géographique équilibrée des différentes actions ;
- Une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants ;
- Un encadrement de qualité ;
- Une implication des enfants, des jeunes et de leurs parents dans la définition des besoins et la mise en œuvre et l'évaluation des actions ;
- Une politique tarifaire permettant l'accessibilité aux enfants des familles à revenus modestes.

La durée du contrat est de 4 ans. Sa validité, sur le plan local, court sur la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013.

Il est proposé au conseil de mettre en œuvre ce contrat sur le territoire communal en lieu et place des contrats existants.

Pour réfléchir aux termes de ce contrat, la Commune et la Caisse d'Allocations Familiales ont conjointement mené un diagnostic. Cet état des lieux a permis de dégager un bilan quantitatif et qualitatif de l'offre globale d'accueil et a déterminé des axes d'amélioration et de développement.

Pour ce qui est des accueils de loisirs de mineurs, la commune contractualisera sur le volet jeunesse, qui cible les publics de 4 à 17 ans. Dans ce domaine, la Commune a mené une politique ambitieuse ces dernières années, puisque la capacité d'accueil est passée de 3 840 heures enfants en 2004 à 49 864 heures enfants en 2009.

L'objectif, à l'horizon 2013, est de passer à 67 208 heures enfants soit un développement de 35 % par rapport à 2009.

Ainsi, il est proposé au conseil d'inscrire les fiches actions suivantes au contrat :

- **Fiche action N°1** : Accueil de Loisirs Sans Hébergement des 6-17 ans, avec un objectif de développement de 82 places d'accueils sur 4 ans (N-1 : 454, N+3 : 536).
- **Fiche action N°2** : Accueils de Loisirs Sans Hébergement des moins de 6 ans, avec un développement de 53 places sur 4 ans. (N-1 : 123, N+3 176).
- **Fiche action N°3** : Passage de la fonction de coordination et de pilotage de 60 % du temps de travail à 100 %, soit un développement de 40 %.

- **Fiche action N°4** : Aide à la formation des animateurs BAFA et BAFD, avec le maintien d'une enveloppe budgétaire de 3 250 €/an, pour un effectif de 15 stagiaires par an.

Le coût de ces actions est estimé pour 2010 à 291 664 euros. La municipalité en sera le gestionnaire.

La CAF s'implique financièrement par le versement de trois types de prestations :

- La Prestation de Service des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) calculée sur le taux de présence des enfants.
- La Prestation Service Contrat Enfance Jeunesse (PSCEJ) calculée sur le développement quantitatif et financier (flux) avec un taux de participation de 75 %.
- La Prestation de service calculée sur l'existant au 31/12/2009 (stock) avec un principe de dégressivité sur 4 ans.

La participation de la CAF est estimée à 36 % du coût global des actions par année.

Pour ce qui est de la petite enfance, la création d'une structure d'accueil collective fait toujours partie des orientations politiques. Toutefois, les blocages administratifs ne permettent pas une inscription immédiate au contrat. Cette action pourra s'inscrire ultérieurement dans l'hypothèse, d'une évolution favorable, par voie d'avenant.

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- a approuvé le principe de la mise en place sur le territoire d'un Contrat Enfance Jeunesse ;
- a approuvé les fiches actions déclinées pour la partie jeunesse et pour la fonction de pilotage, telles que proposées ;
- a autorisé le Maire, ou en son absence, le 1^{er} adjoint, à signer les documents contractuels correspondants.

& &
&

**AFFAIRE N° 13 / Organisation des accueils de loisirs sans hébergement
- Création d'emplois**

Le Maire a rappelé au conseil sa décision N°16 du 13 juin 2008 portant le nombre des postes d'animateurs occasionnels communaux à 21 pour assurer l'organisation des ALSH.

Pour l'année 2011, il est prévu d'augmenter la capacité d'accueil des centres. Pour faire face à cette augmentation, il convient de porter le nombre de postes à **26**.

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, a approuvé la création des **05 postes supplémentaires** d'animateurs occasionnels.

Les crédits nécessaires sont inscrits au **chapitre 012** du budget de la Ville.

& &
&

AFFAIRE N° 14 / CAUE – ADIL
- Renouvellement des conventions pour l'année 2011

Le conseil a été invité à se prononcer sur la reconduction des conventions de mission d'accompagnement qu'assurent habituellement au profit des administrés le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de la Réunion (CAUE) et l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement à la Réunion (ADIL).

Les prestations sont assurées sous forme de permanences régulières en Mairie (22 demi-journées de travail).

Pour 2011, le montant des participations financières de la Commune est fixé à :

- pour l'ADIL : **2 796,50 €**(contre 2 715 € en 2010)
- pour le CAUE : **3 239,00 €**(contre 3 150 € en 2010)

Ces coûts comprennent la contribution générale à l'activité et la cotisation.

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- a approuvé la reconduction des conventions CAUE-ADIL pour l'année 2011
- a autorisé le Maire, et en son absence le 1^{er} adjoint, à signer les documents correspondants.

& &
&

AFFAIRE N° 15 / **Information du conseil municipal dans le cadre de sa délégation de pouvoirs au Maire**

Le Maire a informé le conseil des décisions qu'il a prises dans le cadre de ses pouvoirs délégués.

Marchés publics : MAPA

Le listing des dépenses engagées dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT a été mis à disposition à la Direction Générale des Services.

Alinéa 4 de l'article L.2122-22 du CGCT

Le Maire a informé le conseil des avenants qu'il a signés dans le cadre de ses pouvoirs délégués par délibération du 27 mars 2009 (Voir liste annexée).

Délivrance de concessions dans le cimetière :

Le listing des concessions délivrées dans le cimetière a été mis à disposition à la Direction Générale des Services.

Droit de préemption : Le Maire n'a pas jugé utile d'exercer le droit de préemption de la Commune sur les intentions de vente désignées ci-après :

Réf. Cadast.	Surface	P.O.S.	Situation	Propriétaire
AS 1059 AS 1060	1 103 m ²	1NAu	9, Impasse Jacky Fort	TRILLAUD Philippe
AI 275	1 900 m ²	UD	Route du Tévelave	NOSBE Simon André
AD 411	530 m ²	UD	1, Rue Francis Rivière	GRONDIN Joséphine Marie-Louise
AD 784	576 m ²	UD	1, Route des Merles	BASSONVILLE Etienne Jean Hugues
AR 138	704 m ²	UD	165, Chemin Cendrine	LAURET Raphaël Augustin
AR 1 303	Terrain : 560 Villa : 125 m ²	UC	28, Chemin de Ligne	LAMOLY Marie Louise
AE 97	692 m ²	1NAu	28 Lot. Miel Vert	GUICHART Bruno

& &
&

AFFAIRE N° 16/ Expropriation du terrain AM 419
Contentieux sur l'arrêté de cessibilité
- Autorisation d'ester devant le Conseil d'Etat

Le Maire a porté à la connaissance du conseil que, par courrier en date du 3 août 2010, la section du contentieux du Conseil d'Etat a informé la Commune d'un recours en cassation présenté par **Mme PEYRET FORCADE Marie Suzanne**, sollicitant l'annulation de l'arrêt du 22 mars 2010 par lequel la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux rendait caduque le jugement du Tribunal Administratif annulant l'arrêté de cessibilité de la parcelle **AM 419**.

Ce pourvoi en cassation fait l'objet, à ce jour, d'une procédure préalable d'admission.

La sous-section du Conseil d'Etat, chargée de son examen, doit décider ou non de son admission.

Invité à se prononcer, le Conseil municipal après en avoir délibéré, à la majorité absolue (**5 abstentions : M. FERRERE Eric, Mme CADERBY Colette, Mme BETON Fernande, M. GRONDIN Jacki et M. REMY Michel par procuration**) a autorisé le Maire à ester devant le Conseil d'Etat aux fins d'assurer la défense des intérêts de la Commune dans le cadre de l'affaire « **Expropriation du terrain AM 419 – Contentieux sur l'arrêté de cessibilité** ».

& &
&

Toutes les questions de l'ordre du jour étant épuisées, lecture a été donnée du présent procès-verbal que tous les membres ont signé et le Maire a levé la séance.

Pour expédition conforme,

**La secrétaire de séance
Liliane BARET**

**Le Maire,
Michel DENNEMONT**